



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

UN LIBRARY

AUG 4 1983

UN/SA COLLECTION

A/38/316  
S/15891  
28 juillet 1983  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Trente-huitième session  
Points 23 et 37 de l'ordre du jour provisoire\*  
LA SITUATION AU KAMPUCHEA  
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET DE  
LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST

CONSEIL DE SECURITE  
Trente-huitième année

Lettre, datée du 26 juillet 1983, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la République démocratique  
populaire lao auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du communiqué publié à l'issue de la septième Conférence des Ministres des affaires étrangères du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam, tenue à Phnom Penh les 19 et 20 juillet 1983.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 23 et 37 de l'ordre du jour provisoire et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant Permanent de la République  
démocratique populaire lao auprès de  
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Kithong VONGSAY

\* A/38/150.

ANNEXE

COMMUNIQUE

DE LA SEPTIEME CONFERENCE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES  
DU LAOS, DU KAMPUCHEA ET DU VIET NAM

La septième Conférence des Ministres des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, de République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam s'est tenue à Phnom Penh les 19 et 20 juillet 1983.

1. Après avoir fait le point des événements qui ont marqué la lutte menée par les trois peuples d'Indochine au cours des six derniers mois, la Conférence a constaté avec satisfaction que la situation évoluait dans un sens favorable au relèvement et à la défense de ces pays respectifs, ce qui sert la cause de la paix, de l'amitié et de la coopération en Asie du Sud-Est. Les peuples laotien, kampuchéen et vietnamien, s'épaulant entre eux, travaillant en étroite coopération avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes frères, s'appuyant sur la solidarité des pays non alignés et de leurs amis du monde entier, sont parvenus à sortir de la phase la plus difficile. Ouvrant à la lumière de la Conférence au sommet que leurs gouvernements ont tenue en février 1983, ces trois peuples ne cessent de progresser. En particulier, la Conférence s'est félicitée des grands succès remportés dans tous les domaines - militaire, économique, politique et diplomatique - par la République populaire du Kampuchea, qui a déjoué à plusieurs reprises les desseins perfides des forces expansionnistes, impérialistes et réactionnaires attachées à inverser le processus de revivification dans lequel elle s'est engagée. Au fur et à mesure que la République populaire du Kampuchea croît et se stabilise, son prestige sur la scène internationale augmente de jour en jour. Partout dans le monde, les peuples épris de paix - et de justice - se rendent compte que la République populaire du Kampuchea est le seul représentant authentique et légitime du peuple kampuchéen. Le prétendu "gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique" n'est rien d'autre qu'une façade derrière laquelle se dissimule la clique génocide de Pol Pot, qui a été condamnée par le peuple kampuchéen et par le reste de l'humanité, et cette façade ne peut en rien changer la nature des choses au Kampuchea.

La décision prise par la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam en ce qui concerne le retrait du Kampuchea, sur une base annuelle, des unités de volontaires vietnamiens, ainsi que les deux retraits partiels de 1982 et de 1983 prouvent d'une part que la République populaire du Kampuchea croît et devient forte, et d'autre part que le Viet Nam respecte sans faillir l'indépendance et le droit à l'autodétermination du peuple kampuchéen. Cela prouve aussi la bonne volonté des trois peuples indochinois, qui ne se manifeste pas seulement par des paroles, mais aussi par des actes. La justice de la position des trois pays d'Indochine et leurs marques de bonne volonté ont été applaudies par de vastes secteurs de l'opinion publique mondiale. Les seuls qui aillent contre ce mouvement sont les dirigeants chinois, les impérialistes américains et les réactionnaires des milieux thaïlandais au pouvoir, attachés qu'ils sont à entretenir les tensions en Asie du Sud-Est et à empoisonner le climat politique dans le monde, compromettant ainsi la paix et la sécurité internationales.

2. A l'occasion du sixième anniversaire de la signature du traité d'amitié et de coopération entre la République démocratique populaire lao et la République socialiste du Viet Nam, la Conférence a applaudi aux grandes réalisations que l'amitié lao-vietnamienne a rendues possibles dans les deux pays en matière d'édification du socialisme et de défense nationale. Elle a fait valoir que le traité lao-vietnamien constituait un grand pas dans le sens de la consolidation et du renforcement des liens spéciaux d'amitié et de solidarité militante entre les trois pays d'Indochine, ainsi qu'un important facteur de paix et de stabilité pour l'Asie du Sud-Est.

3. La Conférence a été informée d'un certain nombre d'activités diplomatiques entreprises par les trois pays d'Indochine depuis la Conférence extraordinaire que leurs Ministres des affaires étrangères ont tenue le 12 avril 1983. Elle a apprécié au plus haut point les résultats obtenus à la suite du voyage de M. Nguyen Co Thach en République des Philippines, ainsi que l'attitude constructive de ce pays, prêt à favoriser le dialogue entre les pays de l'ANASE et les pays d'Indochine, de façon à ramener la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. Elle a pris acte de l'issue positive des entretiens qui ont eu lieu le 9 juin 1983 entre les Ministres des affaires étrangères de la République socialiste du Vietnam et du Royaume de Thaïlande. La Conférence s'est félicitée de la politique étrangère de paix, d'indépendance, d'amitié et de coopération adoptée par le Gouvernement travailliste australien, ainsi que des grands efforts accomplis par le Ministre des affaires étrangères, M. Bill Hayden, pour rétablir la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. La Conférence a également réagi favorablement aux initiatives que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies prend de son côté pour favoriser le dialogue entre les pays de la région et atténuer les tensions en Asie du Sud-Est.

4. La Conférence a jugé à l'unanimité que les dirigeants chinois n'avaient modifié en rien leur politique d'hostilité à l'égard des trois pays d'Indochine. Elle a une fois de plus condamné avec sévérité la politique par laquelle les dirigeants chinois, en collusion avec les impérialistes américains et les autres forces réactionnaires, manifestent une opposition frénétique à l'encontre des trois pays d'Indochine, livrant entre eux une sorte d'offensive de sabotage dans de nombreux domaines, et nourrissant pendant tout ce temps des visées d'annexion à leur endroit. La Conférence a rejeté sans ambages le comportement chauvin de grande nation adopté par les dirigeants chinois et concrétisé dans la proposition en cinq points sur la question du Kampuchea qu'ils ont rendue publique le 1er mars 1983. Elle a condamné les prétentions de la Chine, qui exige que le Viet Nam retire ses troupes du Kampuchea, alors qu'elle même continue à s'arroger le droit d'agir comme elle le veut au détriment de l'indépendance et de la sécurité politiques, économiques et militaires des trois pays d'Indochine. C'est la Chine elle-même qui, par ces actes, est à l'origine de la tension et de l'instabilité qui règnent actuellement en Asie du Sud-Est. La République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam ont retiré chaque année des unités de volontaires vietnamiens du Kampuchea et ont publiquement déclaré que tous les volontaires vietnamiens quitteraient le pays, une fois écartée la menace chinoise. L'opinion publique mondiale exige que la Chine mette un terme à ses menaces, de sorte qu'on puisse créer les conditions nécessaires pour un retrait du Kampuchea de toutes les unités de volontaires vietnamiens.

Aujourd'hui, comme dans le passé, les trois pays d'Indochine attachent un grand prix aux liens de solidarité et d'amitié qui les unissent de longue date au peuple chinois et ils ne cessent de travailler à rétablir entre la Chine et eux des relations d'amitié et de bon voisinage fondées sur les cinq principes de la coexistence pacifique. Ils considèrent que ces relations sont un facteur de paix et de stabilité extrêmement important pour l'Asie du Sud-Est.

La République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea se sont associées sans réserve à la proposition présentée par la République socialiste du Viet Nam au sujet de la reprise des pourparlers sino-vietnamiens sur toutes les questions d'intérêt mutuel, en vue de la normalisation des relations entre les deux pays. Dans l'immédiat, ceux-ci devraient engager des consultations à un niveau ou à un autre, en un lieu de leur choix, de façon à préparer la reprise de ces pourparlers. Les deux parties en présence prendraient les propositions présentées par chacune d'entre elles comme base de travail. La Conférence s'est déclarée entièrement favorable à la proposition présentée par la République socialiste du Viet Nam au sujet des mesures à prendre d'urgence pour atténuer la tension à la frontière sino-vietnamienne, proposition qui n'a pas suscité d'écho du côté chinois.

5. La Conférence a pris acte du fait que les pays de l'ANASE s'étaient montrés disposés à engager sans conditions préalables un dialogue avec les pays d'Indochine, afin de surmonter les divergences existant entre les deux groupes de pays, mais elle a déploré que les pays de l'ANASE aient toujours rejeté les nombreuses propositions et initiatives constructives émanant des pays d'Indochine. C'est ainsi que, pour citer l'exemple le plus récent, les pays de l'ANASE n'ont pas réagi aux initiatives de paix et aux actes de bonne volonté des pays indochinois, en particulier au retrait annuel du Kampuchea des volontaires vietnamiens. Bien au contraire, ils ont posé comme condition préalable des exigences nouvelles et absurdes. En particulier, ils ont posé comme condition préalable à l'engagement du dialogue que le Viet Nam retire ses troupes à une distance de 30 kilomètres de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande. Ces actes prouvent à l'évidence que les pays de l'ANASE, sous la pression des dirigeants chinois et des impérialistes américains, ont fermé toutes les voies pouvant mener au dialogue.

La Conférence a catégoriquement rejeté les allégations calomnieuses de la Chine, des Etats-Unis et d'un certain nombre de pays réactionnaires, membres de l'ANASE, selon lesquelles le Viet Nam enverrait des ressortissants vietnamiens au Kampuchea en vue de modifier la composition démographique de ce pays. Ce n'est là qu'une grossière manoeuvre de propagande visant à masquer l'échec d'une tentative dont l'objectif était d'accuser le Viet-Nam d'avoir envahi et occupé le Kampuchea, et cela alors même que des unités de volontaires vietnamiens se retiraient progressivement de ce pays. Depuis 40 ans et tout particulièrement ces quatre dernières années, l'expérience montre qu'il est illusoire d'espérer affaiblir et diviser les pays d'Indochine et que toutes les tentatives visant à en ternir la réputation sont vouées à un lamentable échec.

Les trois pays d'Indochine ont également reconnu qu'il existait des divergences entre eux et les pays de l'ANASE, notamment en ce qui concerne le prétendu problème du Kampuchea qui n'est en réalité que le fruit de la politique d'agression et d'ingérence menée par les expansionnistes chinois. En conséquence, les trois pays d'Indochine ont présenté à nouveau les propositions suivantes :

A) Des entretiens sans conditions préalables devraient se tenir entre les pays d'Indochine et ceux de l'ANASE. La République populaire du Kampuchea a réaffirmé sa bonne volonté et déclaré qu'elle était prête à faire en sorte que sa participation ne constitue pas un obstacle à l'ouverture d'un dialogue entre les deux groupes de pays. Toutes les formules présentées en ce qui concerne les participants à ces entretiens et l'ordre du jour des travaux feraient l'objet d'un examen approfondi, dans le cadre de consultations constructives.

Les trois pays d'Indochine ont noté avec satisfaction que les deux groupes de pays de l'Asie du Sud-Est - ceux de l'ANASE et d'Indochine - qui comptent parmi eux des Etats membres du mouvement des pays non alignés, avaient accepté les résolutions de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés relatives à la situation en Asie du Sud-Est. Ils ont proposé en conséquence que les résolutions de ladite Conférence servent de base aux entretiens entre les pays membres de l'ANASE et les pays d'Indochine.

Les trois pays d'Indochine sont également disposés à prendre la proposition des pays de l'ANASE concernant l'établissement d'une zone de paix, de liberté et de neutralité comme point de départ d'échanges entre les pays d'Indochine et de l'ANASE touchant la transformation de l'Asie du Sud-Est en zone de paix et de stabilité. Une fois de plus, ils ont catégoriquement rejeté les résolutions erronées de l'Organisation des Nations Unies et de la prétendue Conférence internationale des Nations Unies sur le Kampuchea. En effet, ces résolutions reconnaissent toujours le régime génocide de Pol Pot dénoncé par l'opinion publique mondiale et visent à l'imposer de nouveau, malgré la renaissance du peuple kampuchéen.

Le sort de la paix en Asie du Sud-Est dépend des gouvernements des pays d'Indochine et de l'ANASE, qui sont les deux principaux groupes de pays de la région. Aussi, la Conférence a-t-elle instamment demandé aux pays de l'ANASE, dans l'intérêt commun des peuples de l'Asie du Sud-Est, de n'épargner aucun effort, de concert avec les pays d'Indochine, pour réduire la tension entre les deux groupes de pays et d'engager un dialogue bilatéral ou multilatéral afin de renforcer la compréhension mutuelle et de régler progressivement les différends qui les opposent.

Les trois pays d'Indochine ont également demandé aux gouvernements de tous les pays de contribuer à la réduction des tensions et à la promotion du dialogue en Asie du Sud-Est, dans l'intérêt de la noble cause que représente la paix dans cette région et dans le monde.

B) Les trois pays d'Indochine ont réaffirmé une fois de plus la position de la République populaire du Kampuchéa et de la République socialiste du Viet Nam sur le retrait partiel annuel des unités de volontaires vietnamiens du Kampuchea en fonction de la sécurité et de la stabilité dans ce pays, en particulier le long de sa frontière avec la Thaïlande. Les unités de volontaires vietnamiens se retireront toutes dès que la Chine mettra un terme à ses menaces. Les trois pays indochinois ont accueilli avec satisfaction tous les efforts déployés par les pays de l'ANASE pour amener la Chine à cesser ses menaces, afin que les volontaires vietnamiens puissent se retirer du Kampuchea.

C) La Conférence a examiné la situation à la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande et réaffirmé que toute proposition visant à réduire la tension le long de cette frontière devrait reposer sur le principe que les deux parties ont droit à une sécurité égale. Elle a pleinement appuyé les propositions constructives faites sur cette question par la République populaire du Kampuchea dans le communiqué publié le 12 avril 1983 à l'issue de la Conférence extraordinaire des Ministres des affaires étrangères du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam, et elle s'est déclarée prête à examiner la proposition de la Thaïlande concernant la situation et le problème de la sécurité à la frontière entre le Kampuchéa et la Thaïlande. Elle a été unanime à déclarer que des mesures devraient être prises de toute urgence pour réduire la tension dans cette zone afin d'écartier tout risque d'escalade des hostilités en un conflit majeur et de créer progressivement un climat de confiance mutuelle. Des mesures de cet ordre avaient été proposées lors des entretiens que les Ministres des affaires étrangères du Viet Nam et de la Thaïlande ont eus à Bangkok, le 9 juin 1983.

D) Les autorités thaïlandaises ont récemment cherché à exploiter à des fins égoïstes le problème des réfugiés kampuchéens, violant ainsi la souveraineté de la République populaire du Kampuchea et aggravant les tensions à la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande.

La République démocratique populaire lao et la République socialiste du Viet Nam appuyaient inconditionnellement la proposition de la République populaire du Kampuchea selon laquelle, sur la base du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de la sécurité tant du Kampuchea que de la Thaïlande, les sociétés kampuchéenne et thaïlandaise de la Croix-Rouge devraient examiner directement ou indirectement leurs propositions respectives concernant le problème humanitaire que posent les réfugiés kampuchéens le long de la frontière entre les deux pays.

6. Les trois pays d'Indochine ont résolument appuyé les peuples du monde dans leur lutte pour la paix, l'indépendance nationale et le progrès social et contre la politique d'agression des impérialistes et des réactionnaires internationaux. Les trois pays d'Indochine ont réaffirmé les déclarations de leurs partis et gouvernements respectifs et accueilli chaleureusement les initiatives de l'Union soviétique et des Etats membres du Pacte de Varsovie, en particulier la Déclaration commune de la Réunion au sommet des Etats membres du Pacte de Varsovie,

datée du 28 juin 1983. Cette déclaration illustre la fermeté et le sens élevé des responsabilités de l'Union soviétique et des autres pays socialistes dans la lutte pour la paix et le relâchement des tensions internationales. Les trois pays d'Indochine se sont félicités du succès de l'Assemblée mondiale de la paix, tenue à Prague en juin 1983. Ils y ont vu une contribution extrêmement importante à la lutte des peuples du monde contre la guerre nucléaire et en faveur de la paix et de la vie sur notre planète. Les trois pays d'Indochine se sont engagés à faire tout leur possible pour servir la cause commune de la paix.

PHNOM PENH, 20 juillet 1983